

# Immigration :

## Les lois et les pratiques doivent changer

Dans l'Ain, le Préfet avait déjà en 2012 refusé de remplir son devoir d'hébergement des demandeurs d'asile, les laissant attendre dans des garages.

Après une brève mise à l'abri durant la période hivernale, en mai 2013 une cinquantaine de personnes dont des enfants en bas âge sont de nouveau aujourd'hui dans des garages du Centre-Ville.

Partout en France les préfets, dont celui de l'Ain particulièrement zélé, prennent des décisions d'expulsion et emploient les mêmes méthodes inhumaines qu'auparavant pour parvenir à leurs objectifs.

En persistant à faire de l'immigration un danger, en expulsant à un rythme qui s'accélère, en refusant tout plan sérieux de régularisation, en repoussant le droit de vote des étrangers aux calendes grecques, le gouvernement prend la responsabilité de renforcer la xénophobie ambiante.

**Ce qui n'était pas acceptable sous Sarkozy  
l'est encore moins sous Hollande !**

Le véritable changement, ce serait au moins le respect des conventions internationales qui définissent les droits de l'homme.

**La loi doit changer ! Pour de bon. Nous avons des propositions.**

**MANIFESTATION mercredi 12 juin 17h30**  
**Rendez-vous Place de l'Hôtel de Ville à Bourg-en-Bresse**



**Collectif Solidarité Migrants de l'Ain** : RESF 01/ Ligue des Droits de l'Homme/ Cimade/ Comité de Vigilance à l'égard des Demandeurs d'Asile/ Emmaüs/ ATTAC/ Union Syndicale Solidaires/ CGT Educ'action/ FSU/ SNUipp/ NPA/ Parti Communiste Français/ Les Alternatifs/ EELV/ Parti de Gauche/...

# Lois et Pratiques doivent changer.

## Nous avons 15 propositions

1. Arrêt immédiat des expulsions et des placements en rétention pendant l'examen des nouveaux textes.
2. Suppression pure et simple du CESEDA, hérité de l'ère Sarkozy. Les associations concernées doivent participer à la rédaction du nouveau texte à l'occasion de la consultation nationale annoncée par Manuel Valls à partir de juillet jusqu'en octobre.
3. Respect du droit d'asile et des textes qui l'encadrent. Suppression de la notion hypocrite de « pays sûrs ». Création de places pour un hébergement réel, à gestion nationale. Droit au travail.
4. Ouverture d'une possibilité réelle d'immigration « économique » distincte de la demande d'asile. Régularisation des travailleurs installés. Mesures contre le travail dissimulé avec des sanctions accrues contre les employeurs et le développement du rôle et des moyens de l'Inspection du travail.
5. Mise en place d'une politique de large régularisation s'appuyant sur une loi et des critères clairs, reposant le moins possible sur le pouvoir discrétionnaire des préfets.
6. Interdiction du démembrement des familles (l'expulsion d'un père ou d'une mère tandis que le conjoint et les enfants restent en France), mesure inhumaine s'il en est.
7. Encouragement des demandes liées à la poursuite d'études en France pour les jeunes majeurs, puis à l'entrée dans le travail des jeunes diplômés.
8. Fin de la suspicion envers les demandes de mariage avec un étranger.
9. Rétablissement de la carte de 10 ans comme titre de séjour unique, stable, avec droit au travail, renouvelable de plein droit.
10. Instructions données au personnel des préfectures et de toutes les administrations pour un traitement respectueux des étrangers.
11. Suppression du rejet à priori par l'administration préfectorale des demandes « étranger malade », particulièrement, dans l'Ain, celles des Kosovars, pour lesquels l'accès réel aux soins est impossible.
12. Diminution des taxes prohibitives perçues sur la délivrance des titres de séjour, (à ramener, par exemple, à celles exigées pour un passeport français). Prise en charge des frais de transport des demandeurs d'asile pour aller à Paris.
13. Détachement des questions d'immigration du ministère de l'intérieur.
14. Respect de l'engagement pris : droit de vote pour tous les étrangers résidents en France dès 2014.
15. Accueil décent des populations Rom.

**Collectif Solidarité Migrants de l'Ain** : RESF 01/ Ligue des Droits de l'Homme/ Cimade / Comité de Vigilance à l'égard des Demandeurs d'Asile/ Emmaüs /ATTAC/ Union Syndicale Solidaires / CGT Educ'action Ain/ FSU / SNUipp/ NPA / Parti Communiste Français / Les Alternatifs / EELV/ Parti de Gauche/...